



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2001/NGO/184
22 mars 2001

Original: ANGLAIS, ESPAGNOL ET
FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-septième session
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, OÙ
QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Exposé écrit*/ présenté conjointement par le Centre Europe Tiers-Monde, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif général, et l'Association américaine de juristes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[19 mars 2001]

*/
d'édition.

Exposé écrit publié tel quel, en anglais, espagnol et français, sans avoir été revu par les services

L'implication des sociétés transnationales dans l'élaboration et la mise en œuvre du « plan Colombie » et ses conséquences sur les violations des droits humains.

1. Le plan Colombie

Présenté comme une lutte contre le trafic de stupéfiants et officiellement intitulé « *plan pour la paix, la prospérité et le renforcement de l'Etat* », le plan Colombie est en réalité une opération militaire dont les objectifs réels vont à l'encontre des buts publiquement avancés.

Il s'agit essentiellement d'une initiative de Washington, largement élaborée par le Département d'Etat américain et acceptée par le Président Andrés Pastrana de façon bilatérale, sans que la société civile ni le Congrès colombien n'aient été consultés. C'est d'ailleurs par la presse, *El Espectador* du 2 janvier 2000, que le pays en a pris connaissance.

Ce plan vise d'une part, à asseoir l'hégémonie des Etats-Unis, notamment militaire, dans la région et, d'autre part, à permettre aux sociétés transnationales américaines d'exploiter les richesses du pays sans contrainte d'ordre social ou environnemental, tout en confortant les privilèges de l'oligarchie locale. Terres, exploitation pétrolière, réserves de gaz, projets hydroélectriques, zones bananières, industrie touristique, biodiversité de l'Amazonie et méga projets de construction comme celui du canal interocéanique, tels sont les enjeux « cachés » du plan Colombie¹.

Ce plan est exécuté dans le mépris le plus total des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des populations colombiennes, qui en sont les premières victimes, comme l'attestent les déplacements massifs. En fait, ces déplacements révèlent un de ses aspects les plus cyniques. Des terres vidées de leurs habitants étant plus propices, par exemple, à l'agriculture intensive, l'exploitation pétrolière ou minière. Avant de constituer une des conséquences de cette guerre, les déplacements de populations en sont un des buts. D'ailleurs, il est révélateur que 80 % de « l'aide » internationale prévue soit dédiée à l'aspect militaire du plan et seulement 4,8 % aux conséquences des déplacements massifs qu'il engendre.²

Le plan coûtera 7'328 millions de dollars. La part du gouvernement colombien sera de 3'300 millions de dollars, celle des Etats-Unis de 1'600 millions de dollars. Il était prévu que le reste serait financé par l'Union Européenne, mais cette dernière a refusé sa participation.³

Le plan Colombie est avant tout de caractère militaire. Ses bras armés sont d'une part, les Etats-Unis à travers l'octroi de fonds publics, l'envoi de matériel et de conseillers, d'autre part, l'armée colombienne, alliée aux paramilitaires et soutenue par l'oligarchie locale et les grands propriétaires terriens. 70 % des exactions commises dans le pays sont attribuées aux « *groupes paramilitaires qui, en certaines occasions, agissent de concert avec des membres de la force publiques ou avec leur accord* ». ⁴

Les objectifs réels du plan Colombie

Malgré son titre prometteur, le plan Colombie ne favorise pas la paix ni la prospérité et encore moins le renforcement de l'Etat. En réalité, les objectifs poursuivis à travers son élaboration et sa mise en œuvre sont les suivants:

¹ Lors de la 51^{ème} session de la Sous-Commission de la promotion et la protection des droits de l'homme et de la 56^{ème} session de la Commission des droits de l'homme, le CETIM a prononcé des déclarations orales dénonçant les exactions commises à l'endroit du peuple U'wa en lutte contre la Oxydental Petroleum et les terribles incidences du barrage Urro I sur le peuple Embera Katio, les paysans de la région et les pêcheurs du bas Sinu.

² *Boletín de la consultoría para los derechos humanos y el desplazamiento*, Bogotá, 7 de septiembre 2000.

³ Résolution du Parlement européen B5-0087/2001.

⁴ Rapport de la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme (E/CN.4/1998/16).

- renforcer, équiper et entraîner l'armée colombienne afin de combattre les guérillas, Forces Armées Révolutionnaires (FARC) en premier lieu et de reprendre le contrôle sur les zones qu'elles occupent;
- procéder aux fumigations chimiques et biologiques des champs de coca;
- réprimer les mouvements sociaux (paysans, indigènes, pêcheurs, syndicats, etc...);
- asseoir l'hégémonie militaire des Etats-Unis dans la région;⁵
- assurer le contrôle américain sur le pétrole colombien dans un contexte géopolitique marqué par la position du Venezuela et de l'Equateur en la matière;
- permettre aux sociétés transnationales (STN) américaines d'exploiter les ressources naturelles du pays de façon massive et sans contrainte d'ordre social et/ou environnemental.
- accélérer le processus d'accaparement des terres tout en pérennisant les privilèges de l'oligarchie locale.⁶

Les conséquences sociales et environnementales du plan Colombie

Les défenseurs de ce plan prétendent agir pour le bien de la Colombie et lui assurer un futur meilleur. Mais dans les faits il en va tout autrement et les conséquences qu'il engendre sont d'une portée extrêmement grave:

- de par son caractère militaire, il exacerbe le contexte de violence que connaît le pays et favorise les exactions perpétrées à l'encontre des populations civiles et par conséquent accentue les déplacements de populations;⁷
- il menace d'embraser toute la région;
- il offre une aide substantielle aux paramilitaires, dont la collusion avec l'armée nationale n'est plus à prouver, confortant ainsi l'impunité dont ils jouissent;
- il mine les négociations de paix parce qu'il soutient les paramilitaires qui constituent un véritable obstacle à la réussite de telles négociations;
- il « narcotise » le conflit alors que les cultures illégales n'en sont pas la cause, mais au contraire le résultat de la concentration des terres et de la détérioration des conditions économiques et sociales des paysans, la coca étant devenue la seule source de revenus.
- les fumigations chimiques et biologiques déjà entamées sont d'une violence extrême pour la santé des populations (destruction des récoltes vivrières, empoisonnement de l'eau, apparition massive d'ulcères, irritation des yeux, etc...);
- ces fumigations ont un impact déjà considérable et dont on ne connaît pas la portée sur l'environnement, mettant en péril une des plus riches biodiversités de la planète.⁸
- les paysans qui fuient les zones contaminées par les fumigations trouvent de nouvelles terres en défrichant l'Amazonie et participent malgré eux à sa destruction progressive.

⁵ De ce point de vue, le plan Colombie est une avancée majeure de la domination des Etats-Unis en Amérique Latine et s'inscrit dans un éventail de stratégies variées allant de l'appui technique de la CIA à des coups d'Etat (Chili 1973, Guatemala 1954, Haïti 1991, etc...) à l'invasion militaire (Panama), au soutien armé de mouvements de subversion (Nicaragua), à l'implantation de bases militaires (Porto Rico : Iles de Vieques, Equateur : Base de Manta) et à l'embargo (Cuba).

⁶ L'oligarchie locale représente moins de 3 % de la population et possède près de 70 % de la propriété. Rodrigo Acosta, « La lutte sociale dans le difficile contexte colombien » in *FMI. Les peuples entrent en résistance*, CETIM/CADTM/SYLLEPSE, 2000, p. 112.

⁷ L'Equateur, le Venezuela et Panama s'attendent à l'arrivée massive de réfugiés sur leur territoire et le HCR a récemment ouvert un bureau de liaison en Equateur et au Panama. Déjà présent le HCR à Bogotá a ouvert deux bureaux à Apartado et à Barrancabermeja et son budget passera de 1,8 million de dollars cette année à 4 millions de dollars en 2001. *Refugiés*, vol. 2, n° 119, 2000.

⁸ Le plan Colombie concerne de fait l'humanité tout entière puisqu'il prévoit l'empoisonnement chimique et biologique et la destruction d'une partie de l'Amazonie. Et si d'un certain point de vue cette région du monde est le poumon de la planète, il n'appartient en tout cas pas aux Etats-Unis.

La position de l'Union Européenne

Le plan Colombie ne prend pas en compte les causes économiques, sociales et politiques qui ont conduit le pays à cette situation. C'est, notamment ce que lui reproche l'Union Européenne qui s'inscrit contre cette « solution » militaire et propose:

- un soutien accru à la coopération économique et institutionnelle;
- la reprise des négociations avec les FARC et le gouvernement;
- l'ouverture de négociations multilatérales impliquant les acteurs de la société civile;
- l'encouragement à une véritable réforme agraire;
- de favoriser le rétablissement des conditions économiques, sociales et politiques permettant la pleine jouissance des droits humains pour tous;
- à propos du trafic de stupéfiants, que soit pris en compte le partage des responsabilités entre pays consommateurs et pays producteurs et, que des stratégies visant à combattre le blanchiment d'argent soient initiées.

2. Le plan Colombie : une guerre à but privé dont bénéficient largement les sociétés transnationales (STN) américaines

Le plan Colombie une guerre pour la terre, les matières premières et les richesses du pays

La Colombie est effectivement d'un intérêt géostratégique notoire pour l'hégémonie militaire des Etats-Unis, mais elle représente aussi des intérêts économiques colossaux pour les sociétés transnationales américaines. En s'appuyant sur l'armée et l'oligarchie locale qu'il favorise, le plan Colombie a pour but inavoué, bien que connu, d'exploiter intensivement les richesses du pays comme le montre la teneur des amendements proposés par les sénateurs Dewine, Grassley et Coverdell :

« Insister pour que le gouvernement colombien complète les réformes urgentes destinées à ouvrir complètement son économie à l'investissement et au commerce extérieur, particulièrement à l'industrie du pétrole. »⁹

Hors contexte, ces paroles semblent banales. Mais elles sont lourdes de sens. A commencer par l'accent mis sur le caractère complet de l'ouverture économique attendue. Il est vrai que les sociétés transnationales sont déjà très présentes en Colombie. Faut-il conclure qu'elles ont l'intention de s'approprier le pays tout entier ?

Ce que réclament de la sorte MM. les sénateurs Dewine, Grassley est un euphémisme. En réalité, ce que le plan Colombie offre aux STN, en reprenant le contrôle sur les régions dominées par les FARC, équivaut à leur livrer tout entier un pays dans lequel elles sont déjà largement implantées grâce à la libéralisation des marchés et des capitaux et aux vagues de privatisations impulsées par le FMI - qui fait pression sur l'Etat afin qu'il réduise son déficit fiscal et puisse obtenir des devises destinées à l'amortissement d'une dette extérieure impayable. Elles *possèdent* par exemple, « 85 % de la propriété des entreprises publiques d'électricité, acquises à des prix dérisoires (51 % de l'Entreprise d'énergie de Bogota ont été vendus 2 800 millions de dollars, un tiers de la valeur réelle; sur cette somme, 1 100 millions de dollars ont été décapitalisés en 1999) ». ¹⁰

Ces privatisations contribuent à affaiblir l'économie nationale et se traduisent de plus par une hausse des coûts pour les usagers. « L'énergie a ainsi subi une hausse de plus de 300 % depuis 1994; pour la seule année 1998, le prix du téléphone local est passé de 5 pesos par minute à 15 pesos. » ¹¹

Dans le domaine agricole, les STN ont bénéficié des Accords de l'OMC et de l'ouverture des frontières qui ont laminé l'agriculture du pays. Nous assistons à une augmentation de la concentration des terres

⁹ Maurice Lemoine, « Plan Colombie, passeport pour la guerre », *Le Monde diplomatique*, août 2000.

¹⁰ Rodrigo Acosta, « La lutte sociale dans le difficile contexte colombien » in *FMI : les peuples entrent en résistance*, CETIM/CADTM/SYLLEPSE, 2000, p. 113.

¹¹ *ibid*

entre leurs mains et celles des grands propriétaires terriens et à une diminution des terres dédiées aux cultures vivrières au profit des cultures d'exportation. Devises et dette obligent. Autosuffisante en riz en 1990, la Colombie en importe aujourd'hui 450'000 tonnes par an.

Lorsque MM. Dewine, Grassley et Coverdell parlent ouvertement d'exploitation pétrolière en Colombie, leurs voix font écho à celle du Vice-président de la Oxydental Petroleum Company - aujourd'hui tristement célèbre pour les exactions commises contre le peuple U'wa - qui demande, que le plan Colombie ne se concentre pas seulement sur le Putumayo,¹² l'entreprise étant prête à commencer ses opérations dans le Nord du pays. De là à dire que le plan Colombie est le bras armé du capital il n'y a qu'un pas.

Intérêts privés et responsabilités politiques

Même aux Etats-Unis, l'engagement public en faveur du plan Colombie a posé des problèmes en termes de responsabilité politique. Le gouvernement américain tient à se protéger des possibles conséquences politiques de son engagement. Malgré un consensus sur le fond du programme, le Congrès a rechigné à voter l'accord et il a fallu attendre juin 2000 pour que le Sénat donne son feu vert. Les sommes engagées et l'apport de matériel militaire ont été réduits. Le nombre de conseillers américains sur le terrain a été limité.

Mais il ne s'agit en rien de réduire l'engagement américain envers le plan Colombie. Grâce à la pratique de l'*Outsourcing*, le gouvernement des Etats-Unis sous-traite une partie des moyens militaires qu'il met à disposition. « *D'anciens membres des Forces spéciales US, des « spécialistes » et des experts indépendants sont attendus en Colombie, sous contrat privé, pour assumer les tâches que les forces armées américaines ne peuvent ou ne veulent assurer.* »¹³

Conclusion

Le plan Colombie est une guerre officiellement financée par des fonds publics nationaux et internationaux. Mais cette guerre, dont les ennemis désignés sont le trafic de stupéfiants et les guérillas, est en fait, une guerre visant à faire main basse sur les richesses du pays. De l'élaboration du plan à sa mise en place, les intérêts des STN sont défendus et impliqués. De fait, le plan Colombie est une guerre dont les coûts humains et financiers sont publics et les bénéfices largement privés.

Aussi, nous demandons que les responsabilités des sociétés transnationales engagées dans le plan Colombie soient sérieusement prises en considération afin que les commanditaires, comme les auteurs de violations des droits humains, quotidiennement commises en Colombie, ne poursuivent pas leurs activités en toute impunité.

Au regard de ce qui précède, le CETIM et l'AAJ condamnent l'application du plan Colombie, appellent la communauté internationale à s'y opposer par tous les moyens appropriés afin de faire respecter les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturel du peuple colombien et, recommandent que la Commission des droits de l'homme adopte une résolution allant dans ce sens.

¹² Province située dans le Sud du pays.

¹³ Maurice Lemoine, « Plan Colombie, passeport pour la guerre », *Le Monde diplomatique*, août 2000.